

CONVENTIONS COLLECTIVES DU BTP DE MARTINIQUE

RAPPORT SUR LA SITUATION DE LA BRANCHE

Juin 2017

Sommaire et thèmes

Le BTP dans l'économie de la Martinique	Nombre d'établissements – Répartition par activité et par tranche d'effectif – Poids dans le secteur marchand – Taux de VA et taux de marge	P 1
La population salariée	Répartition par sexe, par âge, par catégorie et par qualification. Salariés ayant eu un emploi dans l'année – Travail intérimaire	P 2
Une crise qui s'approfondit depuis 10 ans	Indicateurs : Evolution de l'investissement – Locaux non résidentiels – Créations d'entreprises – Evolution de l'emploi et des salaires – Consommation de ciment – Attestations de conformité électrique	P 3
Ratio sectoriels	Variations du chiffre d'affaires et de la valeur ajoutée – Coût et rendement de la main d'œuvre – Délais de paiement des clients et besoin en fonds de roulement	P 4
La conjoncture en 2017	Consommation de ciment – Logements et locaux non résidentiels autorisés et commencés	P 5
Salaires et pouvoir d'achat	Evolutions de l'indice des salaires et de l'IPC Amplitude des grilles de salaires	P 7

Conjoncture du BTP en Martinique

Juin 2017

Le BTP dans l'économie de la Martinique

L'Insee fournit un état du nombre d'établissements de la construction et des postes salariés au 31 décembre 2014.

T1 - Etablissements et postes salariés de la construction en Martinique au 31/12/2014

	Etablissements		Postes salariés	
	Nombre	%	Nombre	%
Construction de bâtiments	900	18,7	933	16,4
Génie civil	77	1,6	740	13,0
Travaux spécialisés	3 828	79,5	4 016	70,6
Total	4 815	100,0	5 689	100,0

Les statistiques de l'ACOSS permettent d'apprécier le nombre d'employeurs du secteur à la même date : moins de 20% des établissements déclarent occuper des salariés.

T2 - Etablissements et effectifs salariés du BTP en Martinique au 31/12/2014

Tranche d'effectif	Etablissements	%	Salariés	%
0 à 9	736	83,8%	2 362	43,9%
10 à 19	99	11,3%	1 276	23,7%
20 à 49	34	3,9%	983	18,3%
50 à 99	6	0,7%	396	7,4%
100 à 249	3	0,3%	367	6,8%
Total	878	100,0%	5 384	100,0%

Une récente publication de l'Insee (Insee Analyse Martinique, n°15, décembre 2016) donne, pour 2012, une image de l'activité du secteur marchand à la Martinique qui, avec 2,9 Mds d'€, produit 42% de la valeur ajoutée totale (57% en France métropolitaine).

Le BTP représente 11% du nombre d'unités de production répertoriées, 7,8% du chiffre d'affaires et 9,1% de la valeur ajoutée totale du secteur marchand.

T3 - Les activités du secteur marchand en 2012 (k€)

Secteur d'activité	Nombre d'unités	Structure	Chiffre d'affaires	Structure
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	2 087	6,9%	2 463 179	21,0%
Construction	3 353	11,0%	918 031	7,8%
Commerce	5 374	17,7%	5 204 826	44,4%
Transports et entreposage	1 626	5,3%	600 242	5,1%
Hébergement et restauration	1 484	4,9%	363 645	3,1%
Information et communication	672	2,2%	416 406	3,6%
Activités immobilières	1 598	5,3%	274 093	2,3%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	12 429	40,9%	1 201 587	10,3%
Autres activités de services	1 798	5,9%	274 902	2,3%
Ensemble	30 421	100,0%	11 716 911	100,0%

La population salariée

L'exploitation de la base de données de la Caisse de congés payés de la profession donne la répartition par sexe, par âge et par catégorie de la population des salariés de la branche, en 2013.

Les traits saillants de cette structure sont la faible proportion de femmes (moins de 10% - 12% en France métropolitaine) et le faible renouvellement de la population : 12,8% de moins de 30 ans et un âge moyen (en excluant les plus de 65 ans) de 44 ans.

17 % des salariés ont de 25 à 34 ans (France : 28%) et 38% de 45 à 54 ans (France : 26%).

La qualification d'OS1 a été supprimée de la grille conventionnelle depuis une vingtaine d'années. Plus de 70% des ouvriers détiennent une qualification.

Aucun avantage conventionnel n'y étant attachée, l'ancienneté dans la profession est mal connue.

T4 - Répartition par sexe

	Nombre	Structure
Hommes	5 347	90,4%
Femmes	569	9,6%
Total	5 916	100%

T5 - Répartition par tranche d'âge

	Nombre	%
Moins de 30 ans	683	12,8%
30 à 44	1 775	33,2%
45 à 59	2 568	48,0%
60 et plus	321	6,0%
Total	5 347	100,0%

T6 - Répartition par catégorie

	Nombre	Structure
Ouvriers	5 072	85,7%
Étam	538	9,1%
Cadres	213	3,6%
Apprentis	93	1,6%
Total	5 916	100,0%

T7 - Répartition par qualification des ouvriers

Qualification	Nombre	%
OM	695	15,8%
OS1	27	0,6%
OS2	228	5,2%
OS3	229	5,2%
OQ1	579	13,1%
OQ2	717	16,3%
OQ3	942	21,4%
OHQ	622	14,1%
MO	78	1,8%
CE1	170	3,9%
CE2	119	2,7%
Total	4 406	100,0%

OM - OS	1 179	26,8%
OQ	2 238	50,8%
OHQ - MO	700	15,9%
CE	289	6,6%
Total	4 406	100,0%

Les fichiers de la caisse de congés payés permettent d'approcher le rôle du secteur dans l'emploi : entre le nombre de salariés mesuré au 31 décembre par l'Insee ou l'Acoss et le nombre de salariés ayant occupé un emploi dans l'année, l'écart est de 30%.

La Dares mesure le travail intérimaire par un nombre d'ETP (équivalent-emplois à temps plein), chiffre un peu sous-estimé, puisqu'il ne tient compte ni des périodes de congés payés ni des jours fériés. En supposant que la durée moyenne des missions à la Martinique est la même que pour l'ensemble des DOM-COM, soit 4 semaines, le nombre de missions d'intérim dans le BTP, en 2015, est de 4 160.

T8 - Salariés occupés dans l'année

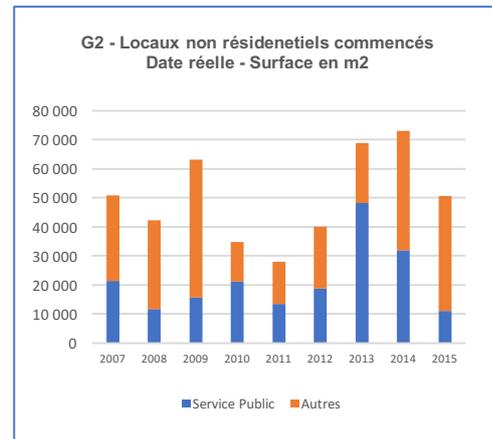
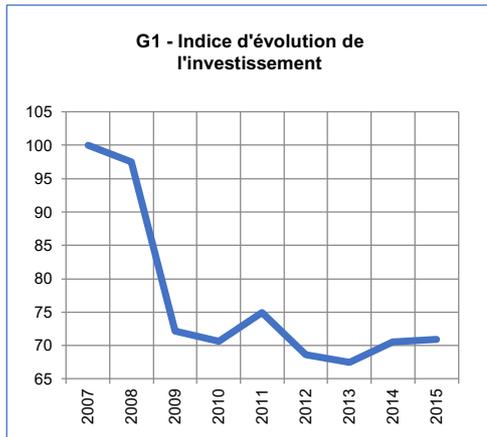
	2013	2014	2015	2016
Nombre	7 266	7 062	6 863	6 728

T9 - Travailleurs intérimaires en équivalent temps plein (Dares)

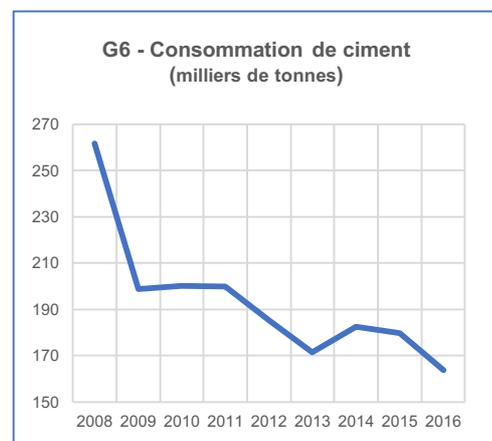
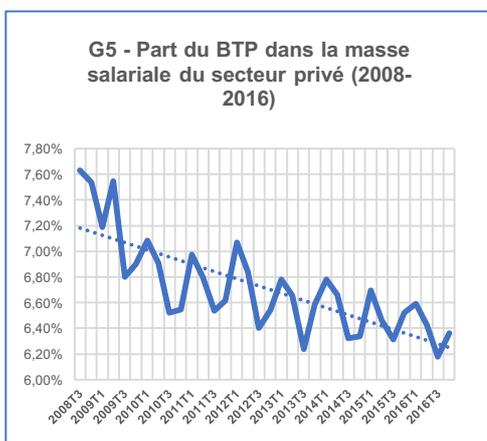
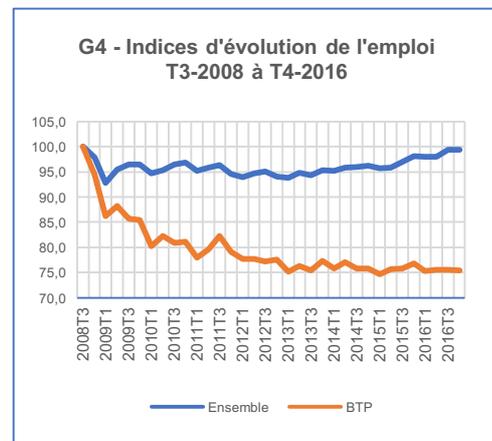
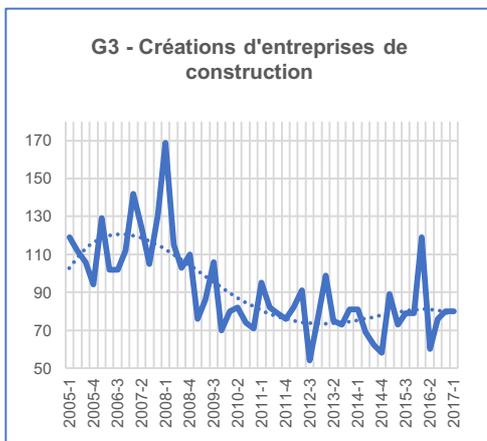
2011	2012	2013	2014	2015
286	299	307	253	320

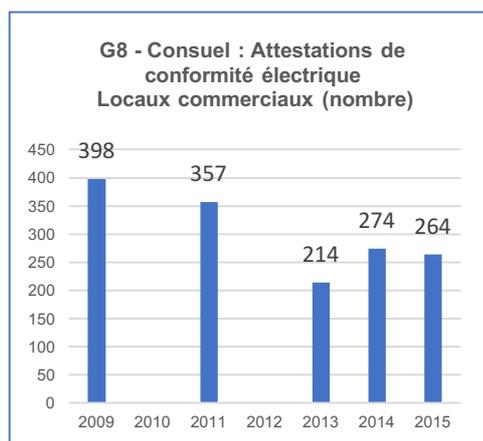
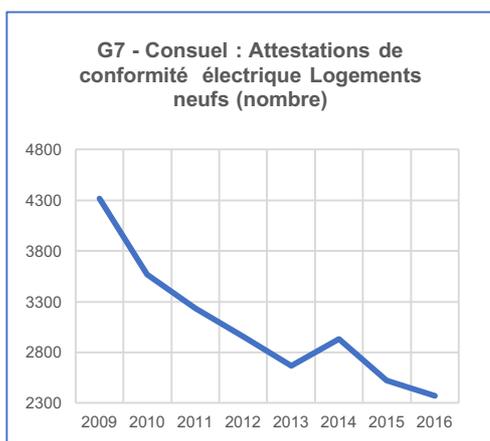
Une crise qui s'approfondit depuis 10 ans

La crise s'est amorcée dans le courant de l'année 2007. L'annonce d'une remise en cause du dispositif de défiscalisation a précipité le dégonflement de la bulle immobilière formée au cours des trois années précédentes. S'y sont ajoutés les effets de la crise financière de 2008 et, dans une moindre mesure, du mouvement social de février 2009 sur les comportements d'investissement des agents publics et privés. En trois ans, l'investissement (auquel les produits du BTP contribuent pour plus de 60%) s'est effondré de 30%. La construction de locaux non résidentiels est une composante importante l'investissement des entreprises privées et du secteur public. La parenthèse de 2010 traduit une recherche d'optimisation fiscale : il reste que la moyenne des surfaces mises en chantier pour les années 2009 à 2011 diminue de 20% par rapport à 2007. La reprise des années 2012 à 2014 est étroitement tributaire de 3 ou 4 chantiers exceptionnels.



Les indicateurs disponibles confirment que la dépression de 2008-2010 s'est transformée en dépression :





Ratios sectoriels du BTP

C'est dans la construction que la part des frais de personnel dans la valeur ajoutée est la plus élevée : 85,5%, contre une moyenne de 63,9% pour l'ensemble des secteurs. C'est, par voie de conséquence, dans le BTP que le taux de marge est le plus faible : 14,5% (moyenne du secteur marchand : 36,1%).

T10 - Taux et répartition de la Valeur Ajoutée

Secteur d'activité	Taux de VA VAht/CA	Taux de marge EBE/VACF	Part des frais de personnel FP/VACF
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	20,7	34,4	65,6
Construction	29,1	14,5	85,5
Commerce	13,6	22,7	77,3
Transports et entreposage	30,8	26,2	73,8
Hébergement et restauration	37,8	16,5	83,5
Information et communication	40,8	58,1	41,9
Activités immobilières	64,4	68,5	31,5
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	60,9	42,0	58,0
Autres activités de services	20,7	27,3	72,7
Ensemble	26,5	36,1	63,9

Pour les couples d'années 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015, l'ledom a calculé les ratios sectoriels de populations d'entreprises répondant à des caractéristiques restrictives : soumission à l'IS, bilans figurant pendant au moins 2 années consécutives dans les fichiers de la Banque de France, CA supérieur à 0,75 M€ et/ou endettement supérieur à 0,38 M€. Les échantillons retenus varient de 53 à 76 unités, selon les années.

T11 - Variation du chiffre d'affaire et de la valeur ajoutée des trois premiers quartiles

	Q1	Q2	Q3
2013			
Taux variation CA	-14,3	0,3	21,6
Taux variation VA HT	-23,7	-6,2	14,9
2014			
Taux variation CA	-18,4	-0,3	11,2
Taux variation VA HT	-25,3	-5,5	11,7
2015			
Taux variation CA	-16,9	-4,8	4,4
Taux variation VA HT	-32,1	-1,4	16,5

Les difficultés des entreprises ne tiennent pas au rendement ou au coût de la main-d'œuvre. Le rapport coût-rendement est favorable à la Martinique pour les quartiles 2 et 3 et il est très proche de la Guadeloupe pour le premier quartile. On observera que les exonérations de charges sociales ne suffisent pas à compenser l'écart des coûts entre les Antilles et la France métropolitaine.

T12 - Rendement et coût de la main-d'œuvre en 2015

	Q1	Q2	Q3
Rendement de la main-d'œuvre			
Martinique	42,9	59,5	79,8
Guadeloupe	41,6	53,8	74,7
France	44	54,6	69,9
Coût apparent de la main d'œuvre			
Martinique	35,2	45,6	54,6
Guadeloupe	34	43,3	53
France	38,6	45,5	54,7

En revanche, les délais de règlement des clients pénalisent les entreprises locales à travers leurs conséquences sur les besoins en fonds de roulement :

T13 - Délais de règlement des clients et besoin en fonds de roulement (en jours)

	Q1	Q2	Q3
2013			
Délais règlement clients	90,1	122,7	185,3
Poids du BFR	33,1	69,5	115,2
2014			
Délais règlement clients	77,5	122,7	163,9
Poids du BFR	15,9	59,7	99,2
2015			
Délais règlement clients	75	120,4	158,3
Poids du BFR	-3	59,3	100,7
PM : France 2015			
Délais règlement clients	41,3	65	90,5
Poids du BFR	3,6	26,6	51,3

La conjoncture en 2017

« Les premiers résultats de l'enquête de conjoncture révèlent une contraction de l'activité au premier trimestre », indique l'ledom dans sa Note Expresse n° 452 de mai 2017. Les récentes statistiques de l'ACOSS en donnent confirmation : la Guyane (- 2,1%) et la Martinique (- 1,2%) sont les seules régions de France où l'emploi salarié diminue au 1^{er} trimestre 2017 (*Acosse Stat*, n° 249, juin 2017)

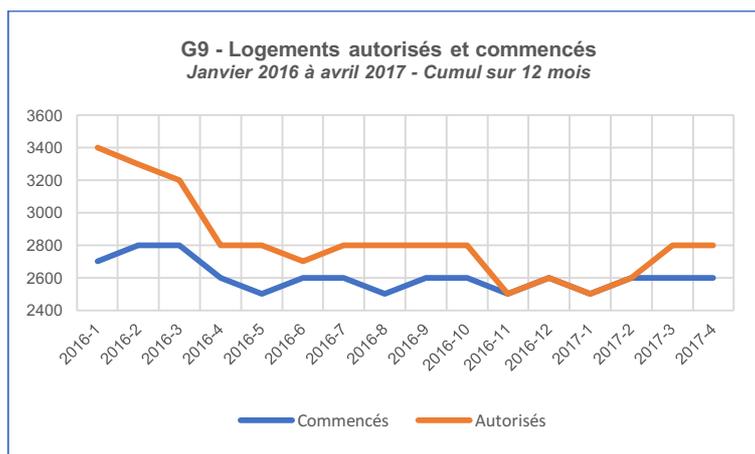
La consommation de ciment poursuit son recul : les ventes du 1^{er} trimestre 2017 sont inférieures de 3,3% à celles de la même période de l'année précédente.

T14 - Consommation de ciments

	1er Trim. 2016	1er Trim. 2017	Evolution
Ventes (tonnes)	42 103	40 727	-3,3%

Les autorisations de construire et les ouvertures de chantiers de construction de logement ont atteint un niveau historiquement bas au 2^{ème} trimestre 2016 et semblent entrer dans une période de stagnation.

L'éventualité d'une reprise repose sur le comportement des maîtres d'ouvrage du secteur social, le coût élevé, tant du foncier que du bâti, limitant le marché des logements proposés à l'accession ou à la location dans le secteur privé.



Les informations disponibles sur les locaux non résidentiels, postérieurement au 31 décembre 2015, sont données en date de prise en compte, ce qui signifie qu'elles sont affectées par les délais de transmission aux services statistiques et par d'éventuelles annulations ou modifications.

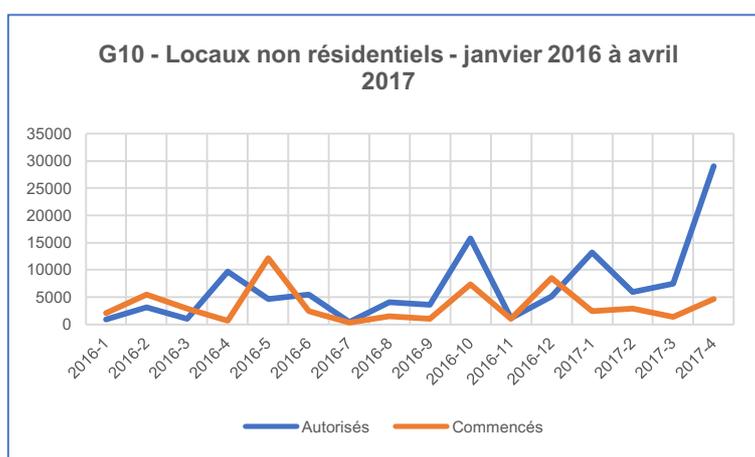
T15 - Locaux non résidentiels. Evolution 2015-2016

	Autorisés			Commencés		
	2015	2016	Evolution	2015	2016	Evolution
Service Public	18 552	8 824	-52,4%	16 155	2 189	-86,5%
Autres	83 882	74 578	-11,1%	39 165	43 098	10,0%
Total	102 434	83 402	-18,6%	55 320	45 287	-18,1%

De 2015 à 2016, les surfaces autorisée ou commencées, en date de prise en compte diminuent de 18%. Ce sont les bâtiments publics qui accusent le plus fort recul et l'évolution des mises en chantier s'apparente à un véritable gel.

Pour les quatre premiers mois de 2017, les autorisations atteignent un record 56 629 m²,

Mais on n'observe pas d'accélération sensible du rythme des mises en chantier. Celles-ci ne représentent que moins de 20% des autorisations, contre plus de 50% en 2015 et 2016.

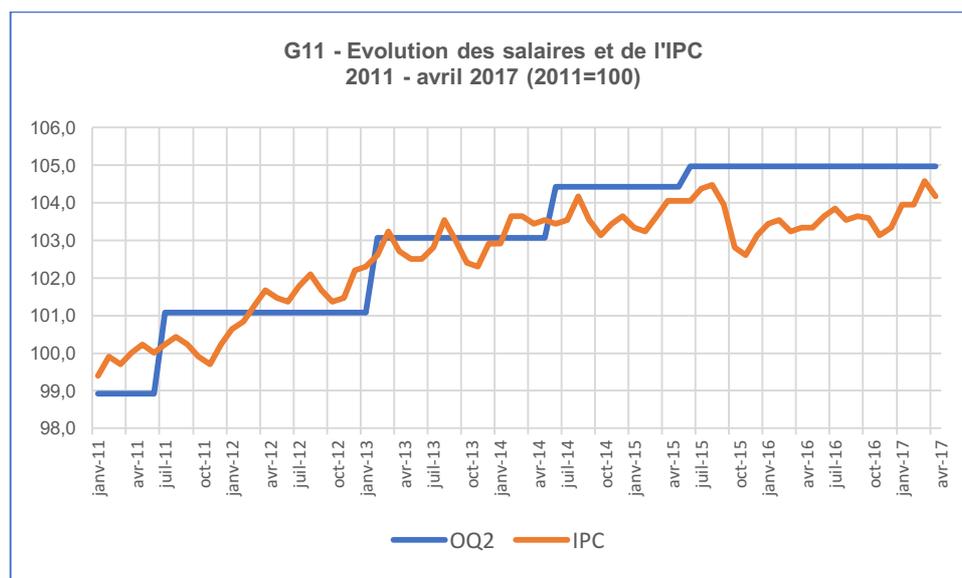


On ne peut qu'espérer que les projets autorisés prendront corps dans les prochains mois.

Salaires et pouvoir d'achat

Les augmentations de salaires sont, en règle générale, appliquée de manière uniforme aux ouvriers et aux Etam de la profession.

L'évolution du salaire horaire de l'OQ2 est représentative de l'évolution des salaires de la branche. Les valeurs du nouvel indice des prix à la consommation (IPC) de l'Insee (base 100 – 2015 modifient la perception de l'évolution du pouvoir d'achat des salariés. L'ancien IPC faisait apparaître un gain progressif de pouvoir d'achat jusqu'en 2015. Avec le nouvel indice, le pouvoir d'achat se maintient pour les années 2011 à 2013 puis augmente sous l'effet conjoint des revalorisations (juin 2014 et juin 2015) et de la stabilité de l'indice des prix.



Le tableau ci-après compare les amplitudes, en 2015, des grilles de salaires de la région Midi-Pyrénées et de la Martinique.

T16 - Amplitude des grilles de salaires

	Midi-Pyrénées		Martinique	
	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum
Ouvriers (horaire)	9,65	13,81	9,65	15,30
Etam (mensuel)	1 522,06	2 935,70	1 457,25	2 689,60

©SEBTPAM///

Sources : Les données de cette note sont reprises de l'Insee, de l'Iedom, de l'Acoss de la Dares, de Sit@del, de Congés BTP Antilles-Guyane, de Lafarge Ciments Antilles, du SEBTPAM.